

Onze ans de recul des libertés sur l'internet

Description

Coupe d'accès au réseau, censure des médias sociaux, emprisonnements de blogueurs, utilisation de logiciels espions, les atteintes aux droits humains sur l'internet prolifèrent dans de nombreux pays, alerte l'ONG américaine Freedom House, qui souligne un recul de ces libertés pour la onzième année consécutive.

La situation s'est détériorée dans 30 pays entre juin 2020 et mai 2021, tandis que 18 pays seulement ont progressé dans le respect des libertés en ligne, selon l'étude annuelle «Freedom on the Net» (FOTN). Sur 70 pays, représentant 88 % de la population internet mondiale et évalués entre juin 2020 et mai 2021, la Birmanie affiche la plus forte détérioration des libertés sur l'internet. C'est aussi la plus forte baisse enregistrée depuis onze ans par Freedom House, conséquence du coup d'État de la junte militaire birmane en février 2021, qui a coupé l'accès au réseau, bloqué les médias sociaux, censuré la presse en ligne, obligé les fournisseurs d'accès à transmettre des données personnelles, pris le contrôle des infrastructures télécoms et multiplié les victimes en représailles de leurs activités en ligne. Quant à la Chine, elle maintient, pour la septième année consécutive, les pires conditions pour l'exercice des libertés sur l'internet, infligeant de lourdes peines de prison pour toute forme de dissidence en ligne. Le Covid-19 compte encore parmi les sujets les plus censurés en 2021. Freedom House donne l'exemple du magnat de l'immobilier Ren Zhiqiang, condamné à une peine de dix-huit ans de prison pour avoir critiqué, dans un ouvrage qui a largement circulé sur internet, la gestion de la pandémie par le pouvoir.

Étude FOTN 2021		70 Pays	88
internet	libre	18	
	partiellement libre	31	
	pas libre	21	

Source : FOTN 2021, Freedom House.

Pour la troisième année consécutive, l'Islande est le pays au monde le plus respectueux des libertés sur l'internet, suivie de l'Estonie, la nation européenne « tout-numérique », et du Costa Rica, l'un des premiers pays à avoir fait de l'accès à l'internet un droit fondamental. Tandis que le Qatar est le pays qui a connu la plus grande amélioration sur l'année 2020-2021.

Dans le monde entier, la liberté d'expression se trouve plus que jamais contrainte. De plus en plus nombreux sont les gouvernements qui se livrent à des arrestations d'internautes en raison de discours politiques, sociaux ou religieux non violents, témoigne Freedom House.

Dans 56 pays, soit 80 % des pays couverts par l'enquête FOTN 2020-2021, des citoyens ont été arrêtés ou condamnés pour leurs propos en ligne. Des internautes ont été victimes d'agressions physiques en représailles à leurs activités en ligne dans 41 pays : un record. Au Mexique, relate Freedom House, Pablo Morrugares Parraguirre, fondateur et rédacteur en chef du site d'information PM Noticias, a été tué par des hommes armés non identifiés en août 2020 ; il avait déclaré dans une vidéo postée sur Facebook qu'un gang local était responsable du meurtre d'un chauffeur de taxi.

Plus de 3,8 milliards de personnes
ont accès à l'internet dans

75% vivent dans des pays où
ont été arrêtées ou empêchées
avoir publié des contenus portant
politiques, sociales ou religieuses

64% vivent dans des pays où
recruté des commentateurs
mentaux pour manipuler les disc

Dans 20 pays au moins, l'accès à internet a été interrompu par le gouvernement. Dans 21 États, ce sont les médias sociaux et les plateformes de communication qui ont été rendus inaccessibles, le plus souvent lors de manifestations et de périodes électorales. Ainsi, l'accès à internet a été coupé à plusieurs reprises en Inde, en janvier et février 2021, lorsque les agriculteurs manifestaient contre les projets de réforme agricole.

Grâce au commerce prospère des technologies de cyber-surveillance, de nombreux gouvernements espionnent désormais facilement les communications de leur population. Au moins 45 pays, selon le «Freedom on the Net», auraient recours aux outils d'espionnage en ligne vendus par les sociétés israéliennes NSO Group, Cellebrite ou Circles et l'allemande FinFisher. Régulièrement surveillé depuis plusieurs années par le logiciel Pegasus de NSO Group, le journaliste marocain Omar Radi a été condamné pour agressions sexuelles à six ans de prison en juillet 2021, une accusation non comme un acte politique par les organisations de défense des droits humains. En France, quatre dirigeants des sociétés françaises Amesys et Nexa Technologies ont été mis en examen pour complicité d'actes de torture et de disparitions forcées en juin 2021, à la suite d'une enquête sur la vente de technologies de surveillance à la Libye et à l'Égypte.

Une autre tendance majeure de l'année est la mise en œuvre par de nombreux États d'une réglementation s'appliquant aux géants internet Google, Apple et Facebook. Freedom House a dénombré une cinquantaine d'États ayant adopté des lois concernant les droits des internautes. Ces nouvelles règles, qui imposent aux groupes internet, concernent le traitement des contenus en ligne (24 pays), la gestion des données personnelles (38 pays) ou le respect de la libre concurrence (21 pays).

Mais, à quelques exceptions près, comme la lutte contre le harcèlement en ligne et les pratiques commerciales manipulatoires, Freedom House avertit que la réglementation des entreprises internet sert en réalité à faire adopter des mesures répressives, notamment portant atteinte à la liberté d'expression et au respect des données privées. Au Brésil, le Marco Civil da Internet – sorte de Constitution internet sacralisant les principes de la neutralité du net, de la protection des données personnelles et de la protection de la vie privée – voté en 2014 a été modifié en septembre 2021 par la volonté du président Jair Bolsonaro afin de laisser libre cours à la désinformation sur les médias sociaux, notamment en limitant drastiquement les conditions de retrait des contenus en ligne.

Degré de liberté de l'internet

Le score est déterminé par l'examen de la liberté d'accès, les limitations des contenus, la surveillance, la sécurité et la confidentialité.

INTERNET

LIBRE

100 à 70 points

Asie-Pacifique

Taiwan	80
Japon	76
Australie	75

PARTIELLEMENT LIBRE

69 à 40 points

Corée du Sud	67
Philippines	65
Malaisie	58
Singapour	54

À noter que même le score FOTN 2021 des États-Unis a chuté pour la cinquième année consécutive : un mauvais résultat dû à la prolifération des fausses informations en ligne dans le but de tromper ou de manipuler les internautes, un phénomène ayant permis que soient mis en doute les résultats de l'élection présidentielle de 2020.

Source :

- « Freedom on the Net 2021 » « The Global Drive to Control Big Tech », Shahbaz, Funk, Slipowitz, Vesteinsson, Baker, Grothe, Vepa, Weal eds., Freedom House, freedomthenet.org, September 2021.

Categorie

1. Ailleurs

date créée

1 février 2022

Auteur

françoise